

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 30

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

56^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 giugno 2009)

Raccomandazione n. 841 ⁽²⁾

Sulla sorveglianza e conoscenza dell'ambiente spaziale

Trasmessa il 1^o luglio 2009

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant que l'Union européenne contribue de façon déterminante, en coopération avec l'Agence spatiale européenne (ESA), à créer des services publics basés sur le domaine spatial, notamment le système mondial de localisation par satellites Galileo et le programme de surveillance globale pour l'environnement et la sécurité GMES;

(ii) Soulignant que l'ESA s'est affirmée comme un acteur mondial et un partenaire fiable en matière de coopération internationale et que les programmes nationaux sont de plus en plus souvent conçus pour compléter les activités de celle-ci et pour servir au mieux les intérêts de l'Europe dans son ensemble;

(iii) Constatant que tous ces programmes sont la preuve évidente de la volonté de l'UE d'apparaître comme un acteur clé de l'espace, de manifester son indépendance dans ce domaine et surtout de témoigner d'une connaissance et d'une expertise remarquables en la matière;

(iv) Se félicitant de la décision prise par le Conseil de l'ESA en novembre 2008 de mettre en place un programme préparatoire dans le cadre du Projet de surveillance de l'espace (SSA);

(v) Notant que selon l'ESA, cette initiative a pour objectif de contribuer à la protection des systèmes spatiaux européens, notamment ceux qui sont liés aux services opérationnels, et que ce programme permettra de garantir la disponibilité de ces services en fournissant rapidement des informations fiables sur l'environnement spatial, les menaces et l'espace

⁽²⁾ Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2009, au cours de sa 4^{ème} séance plénière.

extra-atmosphérique, assurant ainsi son exploitation durable;

(vi) Soulignant que la surveillance de l'espace (SSA) se définit comme la connaissance générale de la population des objets dans l'espace, de l'environnement spatial et des risques et menaces existants;

(vii) Constatant que le programme de surveillance de l'espace et la politique spatiale dans son ensemble sont une composante fondamentale de la politique européenne de sécurité et de défense et que la sécurité spatiale est essentielle pour la sécurité européenne en général;

(viii) Rappelant que les Etats-Unis, qui ont une avance substantielle dans ce domaine, communiquent à l'heure actuelle les paramètres orbitaux et l'identification de la plupart des satellites en orbite, ce qui permet à l'Europe d'accéder à de nombreuses informations;

(ix) Considérant néanmoins que même si les données américaines semblent exhaustives et précises, l'Europe ne doit pas accepter de perdre sa souveraineté dans un domaine qui relève du niveau stratégique;

(x) Soulignant qu'un tel programme de surveillance de l'espace permettra à l'Europe de favoriser la coopération internationale et de négocier à égalité avec les autres acteurs présents dans l'espace, tout en facilitant l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique par un suivi indépendant du respect des traités ou accords pertinents;

(xi) Constatant que le programme SSA devrait servir à protéger les systèmes spatiaux européens, notamment ceux qui sont liés aux services opérationnels, qu'il proposerait aussi des applications à des fins de défense, impliquant l'exploitation de systèmes à double usage et qu'il stimulerait les perspectives économiques générales du secteur spatial tout en contribuant à l'objectif que s'est fixé l'UE à Lisbonne;

(xii) Considérant que la dépendance de l'Europe vis-à-vis des capacités spatiales, qui va très probablement s'accroître à court terme, est préoccupante car toute fermeture, ne serait-ce que d'une partie de l'infrastructure spatiale, aurait de graves conséquences pour la sécurité des citoyens et pour les activités économiques et entraverait considérablement l'organisation des services d'urgence;

(xiii) Soulignant que si l'Europe décide finalement de mettre en place une telle capacité de surveillance, elle devra le faire à travers le dialogue et la coopération avec ses alliés et partenaires, et notamment avec les Etats-Unis,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

1. A veiller à ce que le dialogue et la coopération avec les Etats-Unis soient pleinement garantis une fois qu'un consensus concernant la gouvernance et la politique des données sera atteint dans le cadre du Programme préparatoire au projet de surveillance de l'espace (SSA);

2. A examiner les nombreux exemples de coopération existants – notamment entre l'UE et l'OTAN ou entre l'Europe et l'Armée de l'air des Etats-Unis – qui pourraient servir de modèle pour l'instauration d'une coopération efficace et mutuellement bénéfique, pour laquelle il n'existe pas de précédent dans le secteur spatial;

3. A garantir qu'une telle coopération débute pendant le Programme préparatoire de trois ans, mis en place dans le cadre du projet SSA, en vue d'aboutir à un projet définitif à la fin de cette période;

4. A éviter, dans les systèmes techniques qui resteront totalement séparés, toute redondance des équipements et de leur utilisation en prenant modèle sur les satellites météorologiques, où les deux parties sont convenues de se partager les zones à couvrir;

5. A s'assurer que la question éminemment politique de savoir quelles informations pourront ou non être diffusées soit tranchée avant d'engager tout processus de coopération;

6. A garantir que les moyens déjà existants tant au niveau national qu'au niveau de l'ESA seront mis à la disposition du programme;

7. A tenir compte des recommandations formulées par les responsables du CNES en ce qui concerne les éléments que le système européen idéal de surveillance de l'espace devrait comporter;

8. A encourager la coopération franco-allemande en ce qui concerne les capteurs GRAVES et TIRA, éléments essentiels du programme européen.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 841 ⁽²⁾

Sulla sorveglianza e conoscenza dell'ambiente spaziale

L'ASSEMBLEA,

(i) ricordando che l'Unione europea, in collaborazione con l'Agenzia spaziale europea (ESA) fornisce un contributo determinante alla creazione di servizi spaziali, in particolare il Sistema di posizionamento globale (GPS) Galileo e il programma di monitoraggio globale per l'ambiente e la sicurezza (GMES);

(ii) sottolineando che l'ESA ha consolidato il proprio ruolo di attore globale e partner affidabile in seno alla cooperazione internazionale e che i programmi nazionali sono sempre più spesso concepiti per completare le attività dell'ESA, così da servire al meglio gli interessi dell'Europa nel suo insieme;

(iii) constatando che tali programmi sono la prova tangibile della determinazione dell'UE a svolgere un ruolo di primo piano nello spazio, a esercitare la sua autonomia e, soprattutto, a dimostrare una conoscenza e un'esperienza straordinarie nel settore;

(iv) accogliendo con favore la decisione del consiglio dell'ESA di novembre 2008 di istituire un programma preparatorio nel quadro del progetto sulla sorveglianza e conoscenza dell'ambiente spaziale (SSA, Space Situational Awareness);

(v) constatando che, secondo l'ESA, l'obiettivo di tale iniziativa è contribuire alla tutela dei sistemi spaziali europei, segnatamente quelli legati ai servizi operativi, la cui disponibilità sarà assicurata dal programma grazie alla rapida fornitura di informazioni affidabili sull'ambiente spaziale e sulle minacce, garantendo al contempo un uso sostenibile dello spazio extra-atmosferico;

(vi) sottolineando che la sorveglianza e conoscenza dell'ambiente spaziale (SSA) è definita come conoscenza globale della popolazione degli oggetti spaziali, dell'ambiente spaziale e delle minacce e rischi esistenti;

(vii) constatando che il programma SSA e il settore spaziale nel suo insieme sono una componente fondamentale della Politica Europea di Sicurezza e di Difesa e che la sicurezza spaziale è essenziale per la sicurezza europea in generale;

(viii) ricordando che gli Stati Uniti, leader indiscussi in questo settore, attualmente comunicano i parametri orbitali e l'identità della maggior parte dei satelliti in orbita e che ciò consente all'Europa di accedere a una vasta gamma di informazioni;

(ix) considerando, tuttavia, che malgrado l'apparente completezza ed esattezza dei dati americani, l'Europa non dovrebbe rinunciare alla sua sovranità in un settore tanto strategico;

⁽²⁾ Approvata dall'Assemblea il 4 giugno 2009 nella 4^a seduta.

(x) sottolineando che il programma SSA consentirà all'Europa di promuovere la cooperazione internazionale e di negoziare con altri attori spaziali su un piano di parità, sostenendo al contempo l'uso pacifico dello spazio extra-atmosferico mediante il monitoraggio indipendente del rispetto dei trattati e accordi pertinenti;

(xi) constatando che il programma SSA dovrebbe contribuire alla tutela dei sistemi spaziali europei, in particolare quelli legati ai servizi operativi, nonché offrire applicazioni per la difesa che prevedano l'uso di sistemi duali; constatando altresì che tale programma stimolerà le generali prospettive economiche legate all'uso dello spazio, contribuendo in tal modo agli obiettivi della strategia di Lisbona dell'Unione europea;

(xii) considerando che la dipendenza dell'Europa dai sistemi spaziali — destinata ad accentuarsi nel breve termine — risulta preoccupante, dal momento che qualunque chiusura, anche parziale, dell'infrastruttura spaziale potrebbe avere conseguenze significative sulla sicurezza dei cittadini e sulle attività economiche, oltre a ostacolare considerevolmente l'organizzazione dei servizi d'emergenza;

(xiii) sottolineando che, se l'Europa dovesse infine decidere di dotarsi di una tale capacità di sorveglianza, dovrebbe farlo di concerto con i suoi alleati e partner, in particolare con gli Stati Uniti,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A

1. garantire che, una volta raggiunto un consenso sulla gestione e la politica dei

dati nel quadro del programma preparatorio del progetto SSA per la sorveglianza e la conoscenza dell'ambiente spaziale, vi sia pieno dialogo e cooperazione con gli Stati Uniti;

2. esaminare i numerosi esempi di collaborazione — segnatamente tra l'UE e la NATO o tra l'Europa e le forze aeree degli Stati Uniti — per servirsene come modello di riferimento di una cooperazione efficace e mutualmente vantaggiosa senza precedenti nel settore spaziale;

3. garantire che tale cooperazione abbia inizio nel corso dei tre anni del programma preparatorio del sistema SSA, così da poter contare su un progetto definitivo alla fine di tale periodo;

4. evitare, in seno ai sistemi tecnici che resteranno completamente separati, ogni duplicazione delle attrezzature e del loro utilizzo, ispirandosi ai satelliti meteorologici per i quali le due parti hanno concordato la suddivisione delle zone da coprire;

5. assicurare che la questione eminentemente politica di concordare quali informazioni potranno essere diffuse sarà affrontata prima di intraprendere qualunque processo di cooperazione;

6. garantire che le misure attualmente esistenti, sia a livello nazionale che in seno all'ESA, siano messe a disposizione del programma;

7. tenere conto delle raccomandazioni dell'agenzia spaziale francese CNES per quanto attiene agli elementi costitutivi di un ideale programma europeo per la sorveglianza dell'ambiente spaziale;

8. incoraggiare la cooperazione tra la Francia e la Germania in relazione ai radar GRAVES e TIRA quali componenti fondamentali del programma europeo.